

Compte-rendu INTERNE de la réunion des 9 organisations de retraité·e·s du lundi 5 février 2024

Notre journée du 5 février s'est tenue continuellement dans les locaux de la CGT, à compter de 10 h 30, jusqu'à 16 h. Toutes les organisations étaient présentes, hormis la CFE-CGC excusée.

Nous avons commencé par une conférence de presse (de 11 heures à 12 heures), et la réunion du G9 l'après-midi, de 14 h à 16 h.

Conférence de presse

La presse n'est pas venue en nombre, nous n'avions que le journal de la CGT, la Vie nouvelle.

La CGT, organisation invitante, rappelle les drames provoqués par les guerres, au Moyen-Orient où rien ne justifie les victimes israéliennes et palestiniennes. Le premier ministre Gabriel Attal, dans sa déclaration de politique générale, n'a pas prononcé le mot retraité et poursuit la politique libérale qui appauvrit les pauvres, supprime les services publics, attaque le logement social, cite le grand-âge sans s'engager sur une loi, diminue les normes environnementales sur les aliments et dégrade la santé, n'envisage pas de revalorisation des pensions malgré la pauvreté de certain·es retraité·es et la forte inflation de l'énergie, des complémentaires, ...

Nous devons être attentifs à la pension de réversion sur laquelle le COR est chargé de réfléchir. La part des dépenses de retraite diminue dans le PIB tandis que les cadeaux aux entreprises, aux riches et aux entreprises augmentent.

Le G9 a saisi le premier ministre sur la perte de pouvoir d'achat cumulée depuis début 2017, sur la difficulté grandissante d'accéder à la santé, sur la diminution de la démocratie.

Le G9 appelle au 8 mars et rappelle les faibles pensions de très nombreuses femmes. Il mobilise les retraité·es pour le 26 mars sur le pouvoir d'achat, la santé et les services publics.

Les retraité·es ne lâchent rien.

La FGR-FP appelle au réarmement social car nous sommes sur la même pente que la Grèce, avec la perspective de 12 milliards d'économies, ce qui remet en cause tous les filets sociaux et augmente la fiscalité indirecte (par les franchises médicales par exemple).

La FSU insiste sur le scandale de la loi Grand-Âge toujours promise mais absente du discours de G. Attal. Une « assurance obligatoire pour limiter le reste à charge des ménages » commence à être mise en avant ; elle serait obligatoire à partir de l'âge de 42 ans. Les pensions ne suffisent pas pour payer le cher Ehpad. Le gouvernement sollicite les retraité·es pour assurer la sécurité pendant les jeux olympiques.

Ensemble & Solidaires revient sur l'augmentation des franchises médicales qui participent à la remise en cause de la Sécu.

Solidaires remarque la jeunesse du premier ministre ... qui porte les idées caricaturales de l'Ancien régime. Il veut continuer la politique envers les Ehpad, alors que les scandales sont connus et dénoncés. Il dit maintenir le virage domiciliaire mais ne dit rien sur les ouvertures de lits, les recrutements et les salaires des personnels. Sa communication est contredite par les résultats et par l'augmentation des profits des entreprises du CAC 40 (plus 20 % entre 2021 et 2022, et plus 20 % entre 2022 et 2023), les plus riches sont plus riches et les autres doivent économiser, c'est le ruissèlement des plus démunis vers les plus riches. Il promet un débat et une loi sur la fin de vie : à défaut d'avoir une bonne vie, nous aurons le choix de notre fin de vie.

LSR insiste sur les 8 et 26 mars car l'énorme baisse du pouvoir d'achat limite l'accès des retraité·es à la culture, aux loisirs. Pour notre repas de fin d'année, nombre d'adhérentes et d'adhérents ont demandé à payer en plusieurs fois.

Question de Vie nouvelle :

Une étude de l'Insee sur des données de 2017 montre que, quand ils en ont les moyens, les retraité·es aident beaucoup les (petits-)enfants. Qu'est-ce que cela vous suggère ?

- **La FGR-FP** précise que la solidarité intergénérationnelle concerne 30 milliards d'euros, ce qui n'est pas négligeable. Le gouvernement s'efforce d'augmenter la production en mettant en difficulté 53 % de la population, en tentant de mettre au pas des jeunes. Il exacerbe les clivages, augmente les tensions.
- **La FSU** précise que la solidarité va aussi vers les ascendants de la part des retraité·es, qui sont aussi des aidant·es des plus vieux et des plus jeunes pour pallier les carences de l'État. La CNAV informe actuellement les retraité·es au sujet de la formation gratuite pour apprendre notamment la palpation des personnes lors des jeux olympiques.
- **La CGT** affirme que le libéralisme sacrifie les acquis sociaux, que le gouvernement considère naturel le bénévolat des retraité·es pour compenser les carences de l'État. Ce travail gratuit

La CFTC déplore que les personnes âgées ne peuvent plus avoir accès au logement social, alors que le logement coûte bien trop cher. Comment rester à domicile dans ces conditions ?

FO conclut : nous n'avons pas de tracteur, alors nous attendons la réponse du premier ministre, nous interpellons les élu·es et les groupes parlementaires. Les retraité·es sont essentiels au bon fonctionnement des conseils municipaux, nous allons interpeler toutes les élu·es. Nous voyons des mobilisations dans de nombreux secteurs car plus personne n'y arrive, tout le monde en prend plein la tête. Au sein du G9, nous réalisons l'unité sur des revendications communes.

doit être recensé et valorisé. Les retraité·es ont participé en grand nombre au mouvement des retraites. Le gouvernement sait que notre alimentation contient des pesticides qui nous empoisonnent, mais il ne voit que la production.

- **La CFTC** revient sur les heures gratuites assurées par les retraité·es qui devraient bénéficier d'un crédit d'impôts pour les dépenses engendrées pour leur travail.



Réunion du Groupe des 9

Cette réunion s'est tenue l'après-midi, de 14 h à 16 h, dans les locaux de la CGT, sans la CFE-CGC excusée.

Projet de Communiqué de presse

Un projet de communiqué contre le doublement des franchises et participations forfaitaires aux frais de santé a été envoyé en amont par FO (Paul Barbier). Solidaires a envoyé des amendements, dont la demande d'ajout, dans le paragraphe sur la hausse des cotisations de complémentaires santé pour 2024 de « *Le tarif de ces complémentaires augmente avec l'âge et ce n'est pas pris en charge par l'ancien employeur ; dans les négociations en cours dans la fonction publique et assimilés, les retraité·es sont loin d'obtenir la même chose que les salarié·es, quand ils ne sont pas totalement oubliés* ». Cet ajout a été contesté :

- **La FSU** est pour le 100 % Sécu et donc contre le fait de demander une complémentaire pour les retraité·es. Solidaires lui a fait remarquer que la FSU avait signé l'accord complémentaire santé à la fonction publique, mais elle n'a pas changé d'avis (c'est une divergence interne à la FSU entre les actifs pour une complémentaire et les retraité·es contre). D'ailleurs un autre camarade de la FSU s'est exprimé ensuite « Comme pour l'ANI dans le privé, la complémentaire inégalitaire dans le public trahit la solidarité intergénérationnelle, puisque les retraité·es en sont exclu·es ».
- **Ensemble & Solidaires** affirme qu'il ne faut pas écrire que les tarifs des complémentaires augmentent avec l'âge car elle connaît une mutuelle qui ne le fait pas. Plus généralement, elle partage l'avis de la FSU.

- **La FGR-FP** retrace l'historique de l'augmentation des franchises : elles étaient déjà dans le PLFSS, ont été retirées, ont été annoncées par Macron... Il faut mettre en avant le plus important, cela alourdit le reste à charge de 800 millions d'euros par an.
- **Solidaires** explique qu'elle est aussi pour le 100 % Sécu, mais que dans les entreprises, les copains et copines se battent pour avoir la meilleure complémentaire au meilleur tarif et que les retraité·es revendiquent pour en profiter comme les salarié·es.
- **La CGT** est aussi pour le 100 % Sécu, mais ses organisations négocient les complémentaires dont les retraité·s sont exclu·es, ce qui les renvoie à des complémentaires inabornables. Certain·es retraité·es n'en ont pas. Il faut mener la bataille pour que les employeurs prennent en charge leurs retraité·es.
- **FO**, chargé de piloter le communiqué, note que les ajouts de Solidaires ne font pas consensus et propose une rédaction (voir le communiqué final).

Décision : FO (Didier Hotte) envoie le texte modifié pour une dernière vérification.

Journée d'actions des retraité·es le 26 mars

La CGT propose, pour Paris, un rassemblement à Bercy, ce qui permet de disposer d'une grande place accueillant des activités et le maximum de barnums par thème incitant aux discussions, d'y stationner les camionnettes avec des ballons, d'y tenir une conférence de presse de 14 h à 14 h 30, et de demander une rencontre au ministre. Les cheminots de la gare de Lyon peuvent venir, comme d'autres qui viendraient faire part de leurs luttes.

La FSU précise que nous devons insister auprès des équipes pour mobiliser dans les départements.

LSR insiste sur le fait que les 5,3 % sont insuffisants, même si d'autres catégories sont plus défavorisées.

Ensemble & Solidaires ajoute que la pétition continue. Les retraités belges mènent des actions dynamiques, se déguisent, organisent des flash mob, ... Nous devons prendre modèle sur eux.

Pour la CGT, le problème est de venir et de faire venir beaucoup de monde en allant sur les marchés, il n'est pas interdit de se déguiser. Elle précise que chaque organisation dispose de son expression propre, que la CGT aura la sienne et qu'elle a déjà demandé à des organisations CGT de venir pour élargir la mobilisation.

Solidaires, pense que le « chacun vient comme il veut » n'est pas suffisant, il faut une organisation collective. Personne n'est venu à la conférence de presse de ce matin, à Bercy nous serons dans un « trou à rats », nous serons entre nous et très peu visibles de la population.

FO approuve l'invitation de camarades actifs, de représentants de l'hôpital, de la SNCF ... pour expliquer ce qui se passe chez eux, afin de faire la connexion avec les actifs.

La FSU (Michel) propose de faire venir Marc Slipper et 8 à 10 musiciens de la CGT pour animer.

Ensemble & Solidaires approuve et souhaite une arrivée progressive des musiciens pour réaliser flashmob.

La FSU (Marylène) affirme que ce n'est pas la fête, pas le 14 juillet, c'est une journée revendicative, qui doit laisser place à des prises de parole. Chaque organisation doit mobiliser, profiter de toutes les initiatives, notamment le 8 mars, pour diffuser l'information sur le 26 mars.

La FGR-FP insiste pour que le 26 mars soit plus fort que le 24 octobre, cela implique des diffusions locales, une série de communications pour montrer que le 26 mars est une date importante dans laquelle chacun·e s'implique.

FO revient sur l'absence de la presse ce matin, car elle vient si elle attend une information importante. Nous devons nous organiser autrement, surtout dans un contexte peu favorable, il faut leur téléphoner en se répartissant les principaux médias. Même s'ils ne viennent pas, ils se renseignent après pour savoir ce qui s'est passé.

La CGT est d'accord pour se répartir les médias. Elle suggère un tract unitaire et le recensement des initiatives pour mesurer la montée en charge de la mobilisation. Elle travaille sur une simulation en ligne des pertes du pouvoir d'achat cumulées : chaque personne rentre sa pension et constate le montant de sa perte.

La FSU souhaite que le tract aborde le coût de la santé et le mépris du gouvernement (« la loi ne fait pas tout »), la dépendance et la conférence de financement annoncée.

La FGR-FP suggère que le tract dise : on a gagné les 5,3 % le 24 octobre qui n'est qu'une étape, il faut aller plus loin en renforçant le 26 mars. Une action amène un résultat.

La CGT demande de préciser que le gouvernement applique la loi en laissant la revalorisation à 5,3 %.

Décisions :

- Chaque organisation nationale insiste auprès de ses équipes pour réussir de belles mobilisations dans tous les départements.
- Un modèle de tract, rédigé par Solidaires (Patrice Perret), sera envoyé aux équipes qui le compléteront avec leurs modalités locales d'action. Le tract insistera sur le 5,3 % qui n'est pas un cadeau, sur le coût de la santé notamment pour les retraité·es, sur le mépris du gouvernement. Le tract sera envoyé avec un courrier d'accompagnement mobilisateur. Le mouvement syndical et social doit s'engager dans un « réarmement social ».
- À Paris, un rassemblement est prévu à Bercy à compter de 14 heures (Jean-Pierre Lalbat de la CGT prévient la Préfecture) et :
 - Une demande d'audience sera demandée à Bruno Le Maire (Marylène Cahouet de la FSU s'en charge),
 - Une conférence de presse aura lieu sur place à partir de 14 h (Didier Hotte de FO invite la presse et chaque organisation sera chargée d'insister auprès d'un media),
 - Chaque organisation prend en charge une partie de l'animation (camionnette avec ballon, barnum à installer sur place devant Bercy sur un thème incitant aux discussions, ...) en prévenant la CGT afin de le déclarer à la Préfecture,
 - La FSU (Michel Angot) se charge de contacter notamment un groupe de musiciens,
 - Chaque organisation invite des représentant·es d'entreprises qui informeront sur leurs luttes en cours.
- Le suivi de la mesure de la montée en charge de la mobilisation sera effectué par FO (Paul Barbier) qui recensera les initiatives.

Le 8 mars

La FSU rappelle qu'elle rédige un projet de communiqué, que nous avons décidé un colloque dans la semaine du 8 mars et informe que, pour le moment, les deux femmes pressenties pour parler de la réversion, Christiane Marty et Rachel Silvera, ne sont pas disponibles pour venir intervenir. Dans le collectif « Nos retraites », il y avait Henri Sterdyniak, Michaël Zemmour, Jean-Marie Harribey...

La CGT peut solliciter Maryse Dumas qui a déjà animé plusieurs réunions sur ces sujets. Elle pense aussi à des femmes du collectif femme de la CGT.

Décisions :

- Un communiqué des 9 organisations sera rédigé par la FSU (Marylène Cahouet).
- Un colloque, notamment en défense de la pension de réversion menacée se tiendra à Paris le 4 mars à partir de 14 h au CESE (Didier Hotte de FO y a réservé une salle d'une centaine de places).
- Les intervenantes pressenties n'étant pas disponibles, la CGT et la FSU contactent d'autres personnes. Chaque organisation aura son mot à dire après les interventions.

L'anniversaire des 10 ans du « G9 »

La persistance de notre unité et de nos actions mérite d'être fêtée et mise en valeur. Il est décidé un colloque le 23 mai, de 14 à 18 h maxi. La CGT a réservé la salle Hénaff à la Bourse du travail de Paris avec Jean-Marie Pernot comme intervenant.

Solidaires (Patrice Perret et Gérard Gourguechon) complètent le document « Historique du G9 » commencé sur les actions du G9 (du 3 juin 2014 au 15 mars 2018).

La FGR-FP envoie quelques photos pour l'agrémenter, voire pour faire une « exposition » présentant notre action commune depuis 10 ans.

Les mensonges de Macron

Le document est validé, sous réserve de l'ajout par Solidaires (Patrice Perret) des récentes phrases

d'Attal sur les personnes âgées sans parler d'une loi vieillissement.

Rencontre des groupes parlementaires

Nous attendons leur réponse à notre demande de rencontre. Nous insisterons particulièrement auprès de LFI (Obono : FO Didier Hotte), du Groupe de la gauche démocrate et Républicaine

(Pierre Dharréville : FSU Marylène Cahouet), des Socialistes et apparentés (Jérôme Guedj : Ensemble & Solidaires Annie Dromer).

Prochaines réunions :

Lundi 4 mars à 10 h au CESE (avant le colloque de l'après-midi)

Mardi 9 avril à 14 h 30 chez FO